

La fortune des plus riches nuit à la croissance

Des économistes du FMI contestent la théorie libérale du " ruissellement " dans une étude sur les inégalités

 Les tenants de la théorie du " ruissellement " ou " *trickle down* ", selon laquelle les revenus des plus riches contribueraient à la croissance, ont du souci à se faire : des économistes du Fonds monétaire international (FMI) contestent ouvertement cette approche. Dans une étude sur les causes et les conséquences des inégalités, présentée lundi 15 juin, ils établissent au contraire que, plus la fortune des riches s'accroît, moins forte est la croissance.

Lorsque la part de gâteau des 20 % les plus aisés augmente de 1 %, le produit intérieur brut (PIB) progresse moins (- 0,08 point) dans les cinq ans qui suivent. Autrement dit, les avantages des plus riches ne ruissent pas vers le bas, contrairement aux convictions des économistes néolibéraux qui défendirent les politiques de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan et les baisses d'impôt pour les [hauts](#) et très hauts revenus. En revanche, une augmentation de même importance (+ 1 %) de la part des revenus détenue par les 20 % les plus pauvres est associée à une croissance plus forte de 0,38 point.

Le fossé s'est creusé

Cette corrélation positive vaut aussi pour la classe moyenne. Probablement soucieux de ne pas être accusés d'angélisme, les auteurs de ce travail, qui lance le débat au FMI sans engager pour l'instant l'institution, [prennent](#) soin de faire remarquer qu'un " *certain degré d'inégalité peut ne pas être un problème dans la mesure où cela incite les individus à exceller, à se battre, à épargner et à investir pour aller de l'avant* ". Ils tirent, par ailleurs, de leurs travaux la conclusion générale que les dirigeants politiques doivent faire porter leurs efforts sur les plus pauvres et sur la classe moyenne pour réduire les inégalités et soutenir la croissance.

L'Organisation de [coopération](#) et de développement économiques (OCDE) est parvenue à des conclusions similaires. Dans un travail de décembre 2014, repris en mai dans son troisième rapport sur les inégalités intitulé *In It Together : Why Less Inequality Benefits All* (" Tous concernés : pourquoi moins d'inégalité bénéficie à tous "), elle établit que l'augmentation des inégalités entre 1985 et 2005 a coûté en moyenne près de 4,7 points de croissance cumulée dans les pays avancés, moins du fait de l'envolée des revenus des plus riches que du sort réservé aux 40 % les plus défavorisés.

L'institution a révélé que la France, bien qu'en position moyenne, a été le troisième de ses 34 pays membres pour l'augmentation des inégalités entre 2007 et 2011. Autrement dit, pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. L'Observatoire des inégalités a dressé un état des lieux dans son premier rapport sur les inégalités en France du 4 juin.

L'étude du FMI [est plus](#) large que celle de l'OCDE puisqu'elle porte sur un échantillon d'une centaine de pays : économies avancées, émergents et pays en développement. Elle permet donc de progresser dans la compréhension de la dynamique des inégalités et de ses moteurs. Ses auteurs font observer que globalisation financière et progrès technologiques sont associés, partout, à une augmentation de la part des revenus détenue par les 10 % les plus riches, désormais neuf fois plus importante que celle détenue par les 10 % les plus pauvres.

▼ 17

millions

C'est le nombre de foyers dans le monde [possédant](#) plus d'un million de dollars (plus de 885 943 euros) en 2014, selon une étude du Boston Consulting [Group](#) (BCG) publiée lundi 15 juin. Ces ménages détiennent 41 % de la richesse mondiale. Ils étaient 15 millions en 2013. Les Etats-Unis comptent le plus grand nombre de foyers millionnaires (sept millions). Au total, la richesse des ménages a augmenté de 12 % en 2014 pour atteindre 164 000 milliards de dollars. L'Asie-Pacifique (hors [Japon](#)) a connu la plus forte croissance : elle devrait devenir la zone la plus riche du monde en 2016, devant l'Amérique du Nord, jusqu'à capter, en 2019, les deux tiers de la richesse mondiale des ménages.

[-] fermer

Dans les pays avancés, le fossé entre riches et pauvres s'est creusé comme jamais depuis plusieurs décennies. Dans les pays émergents et en développement, en revanche, l'augmentation des inégalités s'explique d'abord par le fait que les revenus des classes moyennes supérieures ont rejoint ceux des classes supérieures, comme en Chine et en Afrique du Sud.

La concentration de la richesse mondiale est spectaculaire. Près de la moitié de celle-ci, soit 110 000 milliards de dollars (97 441 milliards d'euros), est détenue par 1 % de la population. Dans une étude sur la richesse mondiale en 2015 rendue publique lundi, le Boston Consulting Group (BCG) révèle à ce propos que le nombre de millionnaires en dollars a crû de 16 % en un an et que l'Asie-Pacifique (hors Japon) devrait être la région comptant le plus de millionnaires en 2016, devant l'Amérique du Nord.

Politique fiscale redistributive

Les grands perdants de ces évolutions qui ont été amplifiées par la crise de 2007-2008 sont les classes moyennes, victimes de la polarisation des revenus du travail aux extrémités de l'échelle des revenus (les plus qualifiés et les peu ou pas qualifiés, généralement protégés dans les pays avancés par l'existence d'un salaire minimum.) Les économistes du FMI observent par ailleurs que l'assouplissement du marché du travail va de pair avec une inégalité croissante et l'enrichissement des 10 % les plus aisés. Ils en concluent que la flexibilité du marché du travail bénéficie aux plus riches et réduit le pouvoir de négociation des travailleurs pauvres. Les organisations syndicales ne disent pas autre chose...

Ces résultats sont cohérents avec une autre étude du Fonds, non encore publiée, selon laquelle, dans les économies avancées, le décrochage du salaire minimum par rapport au salaire médian va de pair avec une hausse des inégalités et la diminution du taux de syndicalisation est fortement corrélée à la hausse des revenus des 1 % plus riches.

Pour réduire les inégalités, les experts du FMI recommandent dans les pays émergents et en développement de donner aux plus pauvres accès aux services financiers. Dans les pays avancés, l'accent doit être mis sur le développement du capital humain et des compétences et sur une politique fiscale plus redistributive, par le biais des impôts sur la fortune et la propriété, ainsi que sur une fiscalité des revenus plus progressive.

Claire Guélaud

© Le Monde

 [article précédent](#)

La Cour juge conformes les rachats de...

[article suivant](#) 

La Russie fait le grand ménage dans...